



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 06/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Montpellier Méditerranée Métropole

50 place Zeus
CS 39556
34000 Montpellier

Références : UD34/H2/2024_059

Code AIOT : 0006606095

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2024 dans l'établissement Montpellier Méditerranée Métropole implanté PFC déchets verts Avenue Albert Einstein 34000 Montpellier. L'inspection a été annoncée le 14/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Montpellier Méditerranée Métropole
- PFC déchets verts Avenue Albert Einstein 34000 Montpellier
- Code AIOT : 0006606095
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Métropole de Montpellier Méditerranée (3M) exploite une plateforme de broyage et de compostage de déchets verts. La provenance de ces déchets émane principalement des déchetteries.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	SITUATION ADMINISTRATIVE	Arrêté Ministériel du 20/03/2012	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	COLLECTE DES EAUX PLUVIALES	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	SURVEILLANCE EAU POLLUTION REJETEE	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 38	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats portent sur le contrôle de la situation administrative du site, de la surveillance de la pollution rejetée ainsi que l'entretien des équipements de collecte des eaux pluviales. Les écarts relevés nécessitent des justificatifs complémentaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : SITUATION ADMINISTRATIVE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/03/2012
Thème(s) : Situation administrative, Nature des installations
Prescription contrôlée : Nature des installations : Déclaration d'antériorité n°14-66 du 03/03/14 2710-2 (E) collecte déchets non dangereux >300m ³ et <600m ³ 2791 (A) broyage 2780 (A) compostage Décret n°2018-458 du 6 mars 2018 créant la rubrique 2794 Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux

<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection des installations classées relève sur site la collecte de déchets végétaux non dangereux ainsi que l'activité de broyage. Pour ce qui concerne l'activité de compostage, l'exploitant confirme la continuité de production de compost issus des végétaux broyés.</p> <p>Les quantités produites sont de l'ordre de 600 tonnes par année.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite à la création de la rubrique 2794 « Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux » par décret du 6 juin 2018, l'exploitant doit positionner les activités du site dans la nomenclature des ICPE.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : SURVEILLANCE EAU POLLUTION REJETEE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 38</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la pollution rejetée "Eaux"</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée.</u></p> <p>Le cas échéant, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. Au moins une fois par an, les mesures prévues par le programme de surveillance sont effectuées par un organisme agréé choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 35 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Si le débit estimé à partir des consommations est supérieur à 10 m³/j, l'exploitant effectue également une mesure en continu de ce débit.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que la plateforme de broyage est suivie annuellement par la société ARES CONTRÔLES.</p> <p>La dernière campagne a été réalisée les 18 et 19 décembre 2023.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de bilan sur 24 heures sur rejets eaux usées du site, effectué au mois de décembre 2023.</p>

La conclusion du rapport mentionne que l'effluent analysé est conforme à l'ensemble des prescriptions réglementaires afférentes au site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : COLLECTE DES EAUX PLUVIALES

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien matière collecte eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>COLLECTE DES EAUX PLUVIALES</u></p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que le débourbeur implanté sur site ne présente pas de boue en surface et qu'il fait l'objet d'un contrôle tous les 2 ans.</p> <p>A ce titre, l'exploitant présente à l'inspection le rapport de visite du site dans le cadre du contrat d'aide à l'exploitation et à la maintenance d'épuration. Les contrôles ont été effectués par la société Occitanie d'Environnement en date du 2 mars 2022.</p> <p>Il informe l'inspection qu'une nouvelle campagne d'entretien est prévue courant septembre 2024.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant indique qu'une inspection des équipements est réalisée annuellement afin de vérifier le bon fonctionnement des équipements et si nécessaire un nettoyage est opéré.</p> <p>L'exploitant n'a pas pu présenter à l'inspection les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités conformément à l'article 32 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les bordereaux de traitement suivi de déchets détruits ou retraités.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois